

Souvenirs, souvenirs¹...

Le « Camp Joffre² » à Rivesaltes

par Alain Tirefort

Du camp « de transit » au Centre de Rétention administrative

Rivesaltes est une commune située dans les Pyrénées-Orientales. À quelques kilomètres de Perpignan ou de Salses, pour nous, jeunes adolescents en congés universitaires sur le littoral audois, elle était dans les années 1960 synonyme de festivités et de muscat, un vin doux naturel ambré ou tuilé consommé en soirée avec « plus ou moins de modération ». Pour les touristes en général, elle évoquait, à une quinzaine de kilomètres du littoral, au pied du Canigou, l'avant-pays catalan. Pour les locaux enfin, elle avait une tout autre spécificité ; elle abritait le « Camp Joffre », un espace dévolu au contrôle migratoire pendant plus de trois décennies (1938 - années 1970). Au fil des ans, y seront regroupés des Espagnols fuyant le franquisme³, puis des Européens d'Europe centrale et orientale, Juifs⁴ raflés dans la zone libre pour nombre d'entre eux ou Tziganes⁵, des prisonniers de guerre⁶ allemands et italiens (1944-1948), avant l'installation de Nord-Africains, suite au développement de la Guerre d'Algérie ; d'abord des prisonniers du FLN, des condamnés pour « activités antinationales »⁷, puis, à dater d'avril 1962, encadrés par les soldats du premier Régiment Tirailleur Algérien, plusieurs centaines de Harkis (Français musulmans rapatriés), accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants⁸. Enfin, dans les années 1960, pour compléter ce triste tableau migratoire, seront également regroupés dans ce camp quelques 600 soldats supplétifs guinéens et leurs familles, ainsi que d'anciens militaires rapatriés du Vietnam.

Confié au 24^e RIMA (Régiment d'Infanterie de Marine) de Perpignan, puis terminant sa « carrière », de 1986 à 2007, en tant que Centre de Rétention administrative (immigration clandestine, notamment d'origine marocaine), le Camp Joffre de Rivesaltes est au sens fort un vrai lieu de mémoire. Il témoigne intensément des soubresauts de l'histoire européenne comme de l'histoire méditerranéenne et coloniale ; de la difficulté des Français, également, d'accepter ces réfugiés d'ailleurs, longtemps perçus comme de « la racaille », comme de potentiels concurrents sur le marché du travail. De cela, adolescents, nous ne pouvions avoir qu'un aperçu, notamment en période de vendanges, tant par les discussions⁹ et les rumeurs que par les informations locales sur

¹ alain.tirefort@wanadoo.fr - Cet article est le second d'une série amorcée avec "Le CAFI de Sainte-Livrade-sur-Lot", *Bulletin n°49*, p. 25-30, Images & Mémoires, été 2016.

² Ce camp porte le nom de l'officier du 9^e régiment d'artillerie (et futur maréchal de France...) qui a proposé sa création, en 1875, dans un site stratégiquement intéressant : proximité d'une route nationale, d'une voie ferrée et de la mer. En 1935, lorsque ce site sera réellement utilisé, un aérodrome viendra compléter ces atouts.

³ À partir de la chute de Barcelone, fin janvier 1939, les Républicains doivent se replier à la hâte devant l'avancée des armées franquistes, afin d'échapper à l'impitoyable répression phalangiste ; d'où le nom de «Retirada». Courant 1939, on estime le nombre de réfugiés espagnols à plus de 260 000 dans les Pyrénées-Orientales, soit au moins autant que la population totale de ce département.

⁴ En sens inverse, des convois prendront la direction de Drancy, puis parfois d'Auschwitz. Au service de la politique collaborationniste du maréchal Pétain, le camp de Rivesaltes a été parfois été qualifié de « Drancy de la zone libre ». Selon les sources analysées par Coralie Pailhes et Serge Klarsfeld, historien et avocat de la cause des déportés en France, huit convois ont acheminé plus ou moins 2 000 juifs vers Drancy. En mai 1941, le camp de Rivesaltes comptait 6 475 internés de 16 nationalités ; pour moitié, ce sont des Espagnols, les Juifs étrangers représentant environ un tiers des « regroupés ».

⁵ Les Tziganes ont été par la suite dirigés vers le Camp de Saliers, dans les Bouches-du-Rhône.

⁶ Utilisés pour les travaux de reconstruction du département des Pyrénées-Orientales, ils se substituent en quelque sorte à la main d'œuvre locale, et vont continuer à soulever des polémiques dans le milieu syndical.

⁷ Le Camp Joffre est alors un CARS (Centre d'Assignation à Résidence Surveillée).

⁸ Le premier camp créé, en juin 1962, pour prendre en charge les Harkis, « en attendant leur recasement ultérieur en France », a été celui du Larzac (Aveyron) ; mais rapidement, un deuxième camp est ouvert à Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme). Quelques mois plus tard, à l'approche de l'hiver, saison rigoureuse en Auvergne et en Aveyron, les Harkis sont redirigés vers d'autres camps, à Rivesaltes (Pyrénées-Orientales), Bias (Lot-et-Garonne), Saint-Maurice-l'Ardoise (Gard) et Rye-Le Vigeant (Vienne).

⁹ Voir les réputations de violence - « des bagarreurs maniant facilement l'arme blanche » -, de concurrence malhonnête - « des hommes à tout faire » au moindre coût -, et de travail bâclé : « C'est du travail d'Espagnol » !

ces « indésirables »¹⁰.

Un centre d'hébergement pour Harkis ?

Avec 150 baraques alignées sur une superficie de 600 hectares, d'une capacité d'environ 10 000 individus regroupés en îlots prenant en compte le douar d'origine et désignés par une lettre de l'alphabet, le Camp Joffre se proposait d'abriter des familles ; sans vraiment les « regrouper » toutefois, si l'on considère qu'il y a parfois des baraquements pour les hommes, et d'autres pour les femmes et les enfants. Par ailleurs, du fait du nombre important des réfugiés, les bâtiments construits en dur ne pouvaient suffire ; il a donc fallu monter à la hâte les grandes tentes kaki de l'armée, les guitounes¹¹.

Le logement est gratuit, comme le chauffage au charbon et la nourriture, ou encore l'école et les cours de français (lecture, écriture) pour les adultes. Mais comment faire fi du froid l'hiver - de la chaleur l'été -, des bourrasques de la tramontane¹², de l'aménagement sommaire des baraques de contre-plaqué et de taule - dont l'infirmerie -, du mauvais fonctionnement des sanitaires, des alignements, gamelles en main, pour récupérer les repas, enfin des grillages et barbelés qui entourent le camp ! Et que dire de l'encadrement militaire de ce camp « de transit », surveillé de près par des unités de gendarmerie, et dont les réfugiés ne sortent que pour se rendre au travail, après le salut au drapeau.

Des conditions de vie « dramatiques »¹³ dans un contexte d'urgence et de méfiance, si on en croit certains rapports¹⁴ ! Même si celles du camp de Rivesaltes semblent encore en deçà de celles du camp de Bias¹⁵, où sont regroupées les personnes dites « irrécupérables/inclassables/incasables », soit les inadaptés, les invalides et les vieillards, on se doit de ne pas les passer sous silence.

Un lieu de mémoire¹⁶

À partir de janvier 1964, le camp de Rivesaltes se vide progressivement de ses habitants au profit d'autres lieux - villages, hameaux forestiers¹⁷ - ou d'autres camps (Bias ou Saint-Maurice-l'Ardoise).



Au camp de Rivesaltes en 1962.

Abdel Kader Hamadi, 10/11/2005, Ligue des Droits de l'Homme, Toulon.

¹⁰ Consulter par exemple la presse régionale et syndicale, en particulier les articles du journal du parti communiste local, *Le Travailleur catalan*.

¹¹ Quelques données chiffrées : en octobre 1962, le camp de Rivesaltes compte 9 620 personnes (3 050 hommes, 1 910 femmes, 4 660 enfants), avec une moyenne de 45 naissances par mois. Cette population fait ainsi de Rivesaltes, après Perpignan, la deuxième ville du département.

¹² Vent du Nord Nord-Ouest soufflant en direction du golfe du Lion.

¹³ Les mauvaises conditions de vie ont également concerné les familles espagnoles, tziganes et juives qui, sous-alimentées, ont souffert de la dysenterie, de la typhoïde et de septicémie. D'après Serge Klarsfeld, par exemple, les insuffisances sanitaires ont causé le décès de 128 Juifs en quelques mois (1941-1942) ; celui de 60 enfants en bas âge pour les seuls mois de juillet, août et septembre 1941. À ce sujet, on peut consulter avec profit les témoignages présentés dans l'ouvrage de Friedel Bohny-Reiter, infirmière au service du Secours Suisse, *Journal de Rivesaltes : 1941-1942*, Éditions Zoe, 2010.

¹⁴ Rapport d'inspection du SFIM (Service d'accueil et de reclassement des Français d'Indochine et des Français musulmans), le 16 octobre 1962, ou encore les propos du général Olié lors de la réunion du 19 novembre 1962, au Conseil National des Musulmans Français (CNMF). Cf. Abderahmen Moumen, "Camp de Rivesaltes, camp de Saint-Maurice l'Ardoise. L'accueil et le reclassement des harkis en France (1962-1964)", *Les Temps modernes*, n° 666, novembre-décembre 2011.

¹⁵ Qualifié de « mouiroir de Bias », dans la mémoire collective des harkis.

¹⁶ Au cœur des nombreuses commémorations pour le 50^e anniversaire de la fin de la guerre d'indépendance algérienne, la question des Harkis, comme celle de la guerre d'Algérie, a suscité de vives réactions liées aux représentations et aux craintes d'instrumentalisation. Mais, si tous les acteurs de ce drame ont souffert – notamment, du côté français, les embrigadés, les exilés, les Harkis enrôlés, comme les porteurs de valises ...-, on ne doit guère oublier que c'est la France qui a envahi, colonisé et « mis en valeur » l'Algérie. À elle d'assumer sa part de responsabilité dans les traumatismes de ce passé ; et aux chercheurs de susciter un vrai partenariat pour dépasser les contentieux et les « histoires officielles ».

¹⁷ Les hameaux forestiers, en Languedoc-Roussillon, ont accueilli une à plusieurs dizaines d'ouvriers ainsi que leurs familles. Utilisés par l'Office National des Forêts pour l'aménagement et la protection des forêts domaniales, ils ont disparu progressivement au fur et à mesure de la diminution du nombre des chantiers, dans la décennie 1970-1980.



La retirada, exode d'Espagnols fuyant le franquisme (avant 1940)



Ci-dessus : Évacuation de 15 enfants Juifs de Rivesaltes le 25 avril 1942.

Ils seront pris en charge par l'OSE et par les EEIF. David Korn (le 3^e à gauche au 2^e rang) et Milton Einhorn (le 5^e à gauche au 2^e rang) seront cachés jusqu'à la fin de la guerre.

Source photo : Arch. David Korn. Crédit photo : D.R
Site net ajpn.org

À droite : Groupe de Tziganes à Rivesaltes, 1939-42.

Source photo : Arch. fam. Elizabeth Eidenbenz
Site net ajpn.org



De gauche à droite :

Des centaines de harkis débarquent au camp de Rivesaltes.

Photo AFP

Le camp de transit. Harkis.

Photo Albert Bellat

L'image de cet univers clos comme celle de tous les autres camps - des univers concentrationnaires -, et les problèmes divers qu'il pose, dont le coût qu'il représente pour le budget de l'armée, vont précipiter sa fermeture. Fin mai, les agents du SFIM évaluent sa population à 460 familles, pour moitié « incasables » ; en novembre, seules 173 familles (767 personnes) continuent à y vivre pour quelques jours. Le 31 décembre 1964, le camp de transit de Rivesaltes, qui a vu passer près de 21 000 Harkis et leurs familles, ferme enfin ses portes.

Aujourd'hui, le Camp Joffre n'est plus en activité. Les baraquements en ruine, cependant, gardent toute leur place dans la mémoire collective des Catalans, de tous les étrangers qui y ont vécu, comme des Harkis, acteurs de la Guerre d'Algérie, de l'Indépendance algérienne et de l'histoire de notre V^e République. A plus d'un titre, Rivesaltes interroge notre époque contemporaine ; pour son passé colonial et postcolonial certes, mais aussi pour la continuité dont les gouvernements successifs ont fait preuve quant à leur politique d'enfermement/de mise à l'écart des indésirables, de la III^e à la V^e République, sans oublier la période de Vichy.

Les années 1990, sous l'impulsion de chercheurs, d'intellectuels, de collectifs (« Pour la mémoire vivante du camp de Rivesaltes ») et d'associations (« Fils et filles de déportés juifs de France »), ont été marquées par une mobilisation contre la destruction du site, la perte d'une partie des archives du camp, et contre l'oubli de ces « années noires ». Des stèles ont ainsi été levées à la mémoire des Juifs déportés vers Auschwitz (janvier 1994), des Harkis (décembre 1995), des Républicains espagnols (octobre 1999), et des Tziganes. En 2000, le site avec l'ensemble de ses baraquements a fait l'objet d'une inscription au titre des monuments historiques, puis a été ouvert au public, à l'occasion des Journées du Patrimoine.

Enfin, depuis janvier 2012, la Région Languedoc-Roussillon - avec le Conseil Général des Pyrénées-Orientales pour principal partenaire - porte un projet de Mémorial conçu par l'architecte Rudy Ricciotti et le cabinet audois Passelac & Roques. Dans l'îlot F, sur 42 hectares, une galerie souterraine, semi-enterrée, encadrée par les anciens baraquements du camp en ruine ou restaurés, a pour ambition de témoigner, de susciter l'interrogation et de partager avec des publics divers les connaissances acquises ou à venir. Pour ce faire, le Musée-Mémorial, prévu pour abriter des expositions temporaires, dispose, sur 4 000 m², d'un auditorium, d'un centre de documentation et de quelques salles pédagogiques.

Le Mémorial de Rivesaltes, dont les travaux ont débuté en novembre 2012, a été ouvert au public le 16 octobre 2015.



Le camp actuel

Source : Mémorial du camp Joffre



Le chantier, février 2015

Photo M. Hédelin, Région Languedoc-Roussillon

Pour approfondir la question...

On consultera avec profit, parmi une bibliographie exhaustive :

- *Les Rapatriés d'Algérie en France*, La Documentation française, n° 4275-4276, 1976.
- Fatima Besnaci-Lancou, Gilles Manceron, *Les Harkis dans la colonisation et ses suites*, Les Éditions de l'Atelier, notamment la contribution de Kader Hamadi sur "La mémoire du camp de Rivesaltes".
- Nicolas Lebourg, Abderahmane Moumen, *Rivesaltes, le camp de la France de 1939 à nos jours*, Editions Trabucaire, 2015.
- Violette et Juanito Marcos, *Les camps de Rivesaltes. Une histoire de l'enfermement : 1935-2007*, Histoire-Loubatières, 2009.
- Denis Peschanski, *La France des camps*, Gallimard, Paris, 2002.
- Cf. également le site internet du Mémorial : www.memorialcampprivesaltes.eu